



18 mai 2010
Communiqué de presse

Taxer les transactions financières : Associations et syndicats lancent une pétition citoyenne adressée au G20

Cette semaine se réunissent les Ministres des Finances européens, ainsi que la Conférence internationale du G20 sur la régulation financière, accueillie par Angela Merkel le 20 mai à Berlin. Ces réunions se tiennent alors que les Etats de la zone Euro annoncent des plans de restrictions pour satisfaire les exigences des marchés.

À un mois du G20 de Toronto, de nombreuses organisations de la société civile ont choisi cette semaine pour affirmer une mobilisation internationale en faveur d'une taxe sur les transactions financières (TTF). Depuis plusieurs mois, un mouvement international se développe en effet pour des taxes sur les transactions financières : aux Etats-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Allemagne, en Italie, en Autriche, en Australie... En France, s'est formée une coalition sans précédent d'organisations syndicales, écologiques, de solidarité internationale et citoyennes [1]. Dans leur diversité d'actions et de préoccupations, elles se rejoignent sur le même diagnostic : de telles taxes doivent être établies d'urgence pour répondre aux défis globaux d'aujourd'hui.

Ensemble, ces organisations lancent en France, lors de cette semaine d'action, une pétition qui rejoint un mouvement citoyen international appelant les leaders du G20, dont Nicolas Sarkozy, à mettre en place une taxation globale des transactions financières [2].

Chaque jour, 6 000 milliards de dollars s'échangent sur les marchés financiers : même à un faible taux, la taxation de ces transactions dégagerait chaque année des centaines de milliards de revenus à redistribuer et contribuerait à dissuader les comportements les plus spéculatifs.

La taxation des transactions financières permettrait :

- De financer les urgences sociales et environnementales mondiales, telles que la lutte contre la pauvreté, le changement climatique et les pandémies meurtrières.
- De promouvoir aussi une plus grande stabilité du système financier, en réduisant la spéculation, néfaste à l'économie réelle.

Notes aux rédactions :

[1] ACTION CONSOMMATION, AIDES, AITEC, Les Amis de la Terre, Attac France, CCFD – Terre solidaire, CFDT, CGT, CRID, FSU, Oxfam France, Réseau Foi et Justice, RITIMO, SOLIDAIRES, WWF.

[2] Le texte de la pétition citoyenne à laquelle appellent les organisations est disponible sur leurs sites respectifs, ainsi que sur le site centralisateur :

www.makefinancework.org/?lang=fr/

Contacts presse :

- **Action consommation** : Yann Fiévet, info@actionconsommation.org
- **AIDES** : Floriane Culter, 01 41 83 46 32 / 06 20 19 23 81
- **AITEC** : Gildas Jossec, 01 43 71 22 22
- **Les Amis de la Terre** : Caroline Prak, 01 48 51 18 96 / 01 48 51 32 22 / caroline.prak@amisdelaterre.org
- **Attac France** : Thomas Coutrot, 06 24 56 79 32
- **CCFD – Terre solidaire** : Véronique de La Martinière, 01 44 82 80 64 / v.delamartiniere@ccfd.asso.fr
- **CFDT** : Damien Cerqueus, 01 42 03 80 12 / atdepresse@cfdt.fr
- **CGT** : Jacques Delallée, 01 48 18 84 70 / presse@cgt.fr
- **CRID**: Ronack Monabay, r.monabay@crid.asso.fr
- **FSU** : Agnès Verdurand, 06 62 52 95 21 / 01 41 63 27 40
Guillaume Prox, 06 50 00 35 73 / 01 41 63 27 37
- **Oxfam France** : Magali Rubino, 01 56 98 24 45 / 06 30 46 66 04 / mrubino@oxfamfrance.org
- **RITIMO**: Myriam Merlant, 01 44 64 74 14 / m.merlant@ritimo.org
- **SOLIDAIRES** : Gérard Gourquechon, 01 58 39 30 20 / gerard.gourquechon@solidaires.org
- **WWF**: Elise Buckle, +41 79 278 48 90 / elise.buckle@wwf.panda.org